

La modernité différée du Québec

YVAN LAMONDE, *La modernité au Québec, tome 2. La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Montréal, Fides, 2016, 450 pages

Gérard Fabre

Volume 10, Number 3, Summer 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/82549ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fabre, G. (2016). Review of [La modernité différée du Québec / YVAN LAMONDE, *La modernité au Québec, tome 2. La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Montréal, Fides, 2016, 450 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 10(3), 7–8.

LA MODERNITÉ DIFFÉRÉE DU QUÉBEC

Gérard Fabre
Institut Marcel Mauss, Paris, EHESS/CNRS

YVAN LAMONDE

**LA MODERNITÉ AU QUÉBEC,
TOME 2. LA VICTOIRE
DIFFÉRÉE DU PRÉSENT SUR LE
PASSÉ (1939-1965)**
Montréal, Fides, 2016, 450 pages

Yvan Lamonde a apporté des contributions majeures à l'épistémologie historique en appliquant la notion d'américanité au Québec, en analysant le sens des allégeances culturelles multiples et contradictoires de la province canadienne. Il poursuit son oratorio historiographique par un quatrième opus qui suit les deux tomes de l'Histoire sociale des idées au Québec et le premier tome de La modernité au Québec. Sa démarche se veut pédagogique, au meilleur sens du terme. Elle comporte en cela des récurrences et redondances inévitables : chaque fin de chapitre le résume, chaque début relance l'un des précédents. Le terme de fresque souvent utilisé ne rend qu'imparfaitement justice à un auteur qui ne se contente pas de peindre une époque ou des époques successives, mais cherche plutôt à en saisir les enchaînements décisifs, les discontinuités à même les continuités, à désigner les éclaireurs des ruptures sur le point d'advenir, comme les acteurs du passé qui rechignent à les admettre.

La structuration des deux tomes de La modernité au Québec répond à la présence de séismes d'amplitude mondiale : la Crise de 1929 ; la guerre 39-45, à partir de laquelle se forme une asymétrie entre une Amérique du Nord prospère et une Europe en ruines. La question du séquençage est primordiale : le tome 1 s'en tenait à une décennie tout juste, le tome 2 couvre un quart de siècle. Cet écart reflète des décalages, des déphasages, des accélérations et des ralentissements de l'histoire, comme l'atteste le sous-titre : « La victoire différée du présent sur le passé ». L'analyse fait donc la part belle aux idées de retard et de mise à jour, à l'exploration des prises de risque individuelles, des éléments avant-coureurs d'un basculement. Elle s'attache parallèlement à l'identification des secteurs les plus attardés. Ainsi en va-t-il du régime duplessiste, à l'anachronisme maintes fois souligné :

Comme il l'avait fait lors de sa première élection en 1936 en brisant l'élan du renouveau généré par la Crise, Duplessis va freiner la poussée d'innovation créée par la guerre et va perpétuer de façon anachronique un traditionalisme quasi généralisé parce que porté par le pouvoir politique

étayé sur le pouvoir de la hiérarchie catholique (p. 144) ; [...] ce conservatisme reposait sur un certain type de nationalisme dont Duplessis était aussi le tenant et le bénéficiaire (p. 185).

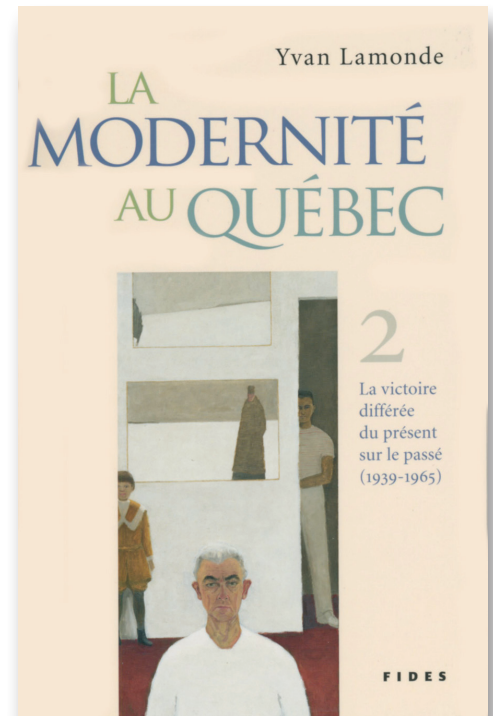
De même :

[...] le chanoine Groulx incarne la figure intellectuelle anachronique [de la dernière résistance à laquelle Duplessis et l'Église donnent encore des moyens] (p. 362).

Le balisage chronologique oriente la lecture des signes et symptômes d'une société en train de profondément changer. À travers l'expression intellectuelle qu'il capte en premier lieu dans l'essai, à un degré moindre dans la littérature et l'art, l'auteur pointe les dynamiques qui se heurtent à des résistances au changement. Dans la dynamique de la modernisation agissent des vecteurs favorisés par la guerre : l'urbanisation, l'industrialisation, l'avènement d'une société de consommation qui suscite besoins et désirs. Les marqueurs de la modernité se nichent dans la refonte démocratique du catholicisme – dont *Cité libre* deviendra le fer de lance sous l'autorité morale d'Emmanuel Mounier – allant jusqu'à la déconfessionnalisation, avec l'usage stratégique du visa religieux pour faire passer les messages de modernité. Mais au moins jusqu'en 1945, c'est Jacques Maritain, auquel succédera Mounier sans atteindre toutefois sa renommée, qui en fut le premier et principal médiateur étranger.

L'argumentation à cet égard ne quitte jamais sa ligne directrice : la marche en avant de la société québécoise fut retardée par des obstacles institutionnels (cléricalisme, conservatisme politique et culturel), ce qui n'empêcha pas les accoucheurs héroïques de la modernité de « trouver la façon de subsumer le passé dans le présent, y compris en le refusant globalement, radicalement »

La modernité fait également surface à travers la visibilité croissante de la revendication féministe et des luttes syndicales ; à travers un progrès économique qui se répercute peu à peu d'une sphère à l'autre et ouvre complètement le Québec au monde. Les travaux de Lamonde se situent dans la lignée de l'histoire des mentalités, qui part du postulat selon lequel l'économie est le moteur de l'histoire. Dès lors, le social retarde sur l'économie et le mental



retarde sur le social. On en trouve plusieurs formulations, comme celle-ci :

Ce sont la pression économique et l'urgence de la syndicalisation des travailleurs qui obligent la Confédération des travailleurs catholiques du Canada à revoir ses pratiques et à considérer l'admission de travailleurs non catholiques, certes minoritaires, mais qui pèsent leur poids (p. 82-83).

Cependant, derrière les déterminations économiques, les causalités linéaires et les phénomènes irréversibles, se lit – apport incontestable de ce livre – un enchevêtrement plus complexe qu'il n'y paraît, car les mots prononcés par les intellectuels les mieux inspirés peuvent aller au-devant des choses, les annoncer, les provoquer. Lamonde en propose une mise en récit parmi d'autres possibles ; la sienne s'attache particulièrement à la prose d'idées en accordant une place privilégiée au périodique *Cité libre*, à ses fondateurs et essayistes les plus pénétrants.

Finalement, au cœur de l'opération décisive de périodisation, se tient le pivot que constitue l'observateur dont la place, toujours mobile, est intimement liée à celle des acteurs étudiés. Cette opération permet une salutaire démystification :

On ne peut que relativiser le fétichisme autour de la date du 22 juin 1960 comme degré zéro de l'évolution du Québec contemporain lorsque l'on met en série et en perspective le travail intellectuel fait par les essayistes, par les indépendantistes et par les critiques de l'indépendance (p. 255).

Le fétiche brisé, l'effigie de Jean Lesage remise à sa juste place, l'auteur montre comment les lanceurs d'alerte les plus lucides de l'époque (André Laurendeau, Paul-Émile Borduas, Thérèse Casgrain, le père Lévesque, Jean Le Moyne, Robert Charbonneau, Gérard Pelletier, Pierre Vadeboncoeur, Germaine Guèvremont, Gabrielle Roy, Anne Hébert, Jean-Paul

MODERNITÉ

suite de la page 7



Desbiens, Fernand Dumont, Gaston Miron, Claire Martin, etc.) parviendront à relever le défi culturel de la modernité, en amont comme en aval de la date électorale sacralisée. L'argumentation à cet égard ne quitte jamais sa ligne directrice : la marche en avant de la société québécoise fut retardée par des obstacles institutionnels (cléricalisme, conservatisme politique et culturel), ce qui n'empêcha pas les accoucheurs héroïques de la modernité de « trouver la façon de subsumer le passé dans le présent, y compris en le refusant globalement, radicalement » (p.425-426).

Le tome 2 de *La modernité au Québec* ne contient pas de documents inédits ou de propositions théoriques nouvelles. Il a cependant le mérite de rassembler le chœur des « voix personnelles qui donneront un visage à [la] culture canadienne-française » (p. 99). Surtout, il fait sortir de l'ombre plusieurs protagonistes du bouleversement de la scène intellectuelle québécoise, souvent assignés à des seconds rôles, parmi lesquels Maurice Blain (le premier président du Mouvement laïque de langue française), le jésuite Ernest Gagnon, l'avocat Jacques Perrault, Lucile Durand ou le peintre Clarence Gagnon. L'abondance et la pertinence des sources convoquées par Lamonde justifient de remettre au générique ces acteurs importants et encore trop méconnus. ♦



ALAIN DENEULT

LA MÉDIOCRATIE

Montréal, Lux, 2015, 218 pages

Moraliste et pamphlétaire, Alain Deneault mène dans ce nouvel ouvrage une charge vigoureuse contre la médiocratie, cette maladie sociale virulente qui nous affecte tous profondément. Le livre déploie cette conviction de départ : les médiocres sont au pouvoir. Nous vivons dans la médiocratie institutionnellement, culturellement établie. La médiocratie est devenue la norme sociale qui gouverne l'entièreté de la société ; le médiocre est devenu majoritaire, le moyen élevé au pouvoir. À l'heure du conformisme, «... l'ordre médiocre [est] érigé en modèle » (p. 11). Les symptômes de la médiocratie sont le sommeil de la pensée, l'acceptation de l'inacceptable comme ce qui est inévitable, la confusion du révoltant et du nécessaire. L'injonction « Soyez médiocres ! » règne désormais sans partage.

Le domaine du savoir et de l'expertise est le premier domaine d'emprise de la médiocratie. Sans merci, Deneault épingle l'expert et se livre à une critique féroce des universitaires et du milieu universitaire dans son ensemble. Les universitaires sont coupés du monde, délaissent la conscience critique, s'enferment dans la prison du carriérisme et la mentalité tribale. Cette critique n'est pas nouvelle, mais elle rappelle en creux combien l'université est une utopie, combien il est difficile de penser par soi-même et d'être un véritable savant, un authentique chercheur.

Le second domaine de la médiocratie, et on ne s'en étonnera pas de la part de Deneault, est celui du commerce et de la finance. L'auteur s'emploie à une critique décapante du capitalisme et de l'économie. Une économie stupide et cupide, malade d'argent et soutenue par des experts, qui colonise tout.

La culture et la civilisation sont le troisième domaine de l'empire médiocratique. Il ne faut pas attendre le salut du côté de l'art et des artistes, entièrement subjugués par les gouvernants : les artistes sont en effet désormais entièrement soumis au marché. Se souvenant de Walter Benjamin, Deneault écrit :

À l'époque de la reproduction technique de l'œuvre d'art, ce n'est plus seulement tel ou tel artiste, telle ou telle école, telle ou telle discipline que se trouvent à soutenir les commanditaires, mais les produits de consommation d'une industrie de masse tout à fait liée aux autres secteurs d'activités du grand capital (p. 161).

Quelle parade opposer à cette décrépitude généralisée ? Que faire devant cette corruption foncière de la démocratie ? « Co-rompre », lance Deneault comme un véritable cri révolutionnaire. Il faut penser la corruption, mais aussi et surtout la nouveauté qui s'annonce au terme du processus de corruption. C'est la tâche de la philosophie.

Il nous faut d'abord décrire et nommer correctement les choses, reconnaître la situation. Ensuite vient le moment de la résistance, voire du renversement :

La désignation appropriée de ces régimes commande ensuite que nous y résistions si tant est que nous soyons démocrates, voire que nous voyions historiquement à les renverser. Dès lors, rompre avec cet ordre nouveau. Procéder à une rupture avec des logiques pernicieuses et destructives. Collectivement s'affranchir. Rompre ensemble. Co-rompre » (p. 200).

Voilà l'appel sur lequel le livre se termine.

Cette stratégie s'appuie sur un rappel inattendu de la philosophie de la nature d'Aristote. La corruption est une notion essentielle de cette philosophie. Mais celle-ci affirme également que la corruption est indissociable de la génération. Ce qui pourrit, ce qui meurt est principe de vie, source de renaissance, de vie nouvelle : « On génère une situation nouvelle à partir de celle que l'on rend caduque. Générer et corrompre relève d'une même puissance, voire d'un même partage » (p. 200). Ainsi va la nature. Deneault établit une analogie, qui permet le passage de la nature au politique :

On peut comprendre sans forcer le sens du texte que la génération relève de ce qui advient positivement d'un processus de transformation radicale. En forçant le langage, le programme politique en tension entre la corruption et la génération consiste à penser un projet politique comme visée de transformation substantielle des choses dans une forme qui nous semble souhaitable (p. 201).

Deneault ne nous en dit pas davantage sur les moyens concrets de cette subversion, sauf nommer les « carrés rouges », le mouvement « Occupy » et les printemps émanicipatoires des dernières années. Tout Deneault est là : dans la critique, dans le refus, dans le décrochage. Mais comment passer à l'étape de la renaissance ? Deneault reste muet sur ce point, qui est le plus difficile.

Pessimiste, Deneault est également lucide. Il y a du Platon chez Deneault. Il y a surtout l'appel à une nouveauté radicale, à un monde nouveau, à un inédit. Sa révolte, son écœurement, son ras-le-bol, animé par une profonde indignation et une authentique aspiration éthique nous parle et nous rejoint. L'acuité du regard de Deneault réjouit car elle dit vrai. Lui reprochera-t-on de ne voir que le noir ? Ce ne sera pas sans rappeler la nécessité d'une telle perspective. Une bonne part du sens de l'existence humaine ne réside-t-elle pas dans la résistance à l'ordre établi, dans le refus de la facilité, dans le rejet énergique de la démission et de la paresse, bref dans la lutte farouche contre la médiocratie ? Heureusement qu'il souligne la présence de la résistance au sein même de la corruption. Car il existe des résistants, et ceux-là empêchent la ruine totale et définitive du projet humain.

Louis Perron

Université Saint-Paul